

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

N° 1.763.345

OCTROI D'UN

PERMIS D'ENVIRONNEMENT TEMPORAIRE

Contenu du document :

	Page :
ARTICLE 1. DECISION	2
ARTICLE 2. DUREE DE L'AUTORISATION	2
ARTICLE 3. MISE EN PLACE OU MISE EN ACTIVITE DES INSTALLATIONS	2
ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	3
A. DELAIS D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION ET DOCUMENTS A TRANSMETTRE	3
A.1. DELAI D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION.....	3
A.2. DOCUMENTS A TRANSMETTRE AUX ADMINISTRATIONS	3
B. CONDITIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	4
B.1. TRAVAUX D'ENLEVEMENT ET/OU D'ENCAPSULATION D'AMIANTE.....	4
B.2. CONDITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU CHANTIER.....	7
B.3. CONDITIONS RELATIVES AUX DECHETS.....	8
B.4. CONDITIONS RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS	9
ARTICLE 5. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES	10
ARTICLE 6. ANTECEDENTS ET DOCUMENTS LIES A LA PROCEDURE.....	11
ARTICLE 7. JUSTIFICATION DE LA DECISION (MOTIVATIONS)	11
ARTICLE 8. ORDONNANCES, LOIS, ARRETES FONDANT LA DECISION	12

Article 1. Décision

Le permis d'environnement est **accordé** moyennant les conditions reprises aux articles 4 et 5 à:

Titulaire : RENOVATION DE CONSTRUCTION (n° d'entreprise 0866799819) Rue des Sandrinettes 2 7033 CUESMES

Pour :

un chantier de décontamination du sous-sol d'un garage contenant de l'amiante.

Situé à :

Lieu d'exploitation : Poste Avancé du Service d'Incendie Chaussée de Mons 627 1070 Anderlecht

Et comprenant les installations reprises ci-dessous :

N° de rubrique	Installation	Quantité estimée	Classe
27 1°b	Chantiers de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et chantiers d'encapsulation de l'amiante	Amiante friable : 2.700 kg	1B

Tout changement d'une des données reprises dans l'article 1 doit immédiatement être notifié à Bruxelles Environnement (Autorisation).

Tout changement du titulaire du permis donnera lieu à une nouvelle visite des lieux par un agent de Bruxelles Environnement (Autorisation).

Article 2. Durée de l'autorisation

1. Le permis d'environnement est accordé pour une période de 1 an à compter de la date du début des travaux d'enlèvement et/ou d'encapsulation d'amiante.
2. La durée du permis d'environnement ne peut être prolongée.

Article 3. Mise en place ou mise en activité des installations

1. Le permis d'environnement devra être mis en œuvre dans un délai de 3 ans à dater de la notification de la présente. Si, dans le délai imparti, son titulaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative, le permis est périmé.

Ce délai peut être prolongé d'un an à condition d'en faire la demande à Bruxelles Environnement (Autorisation). Cette demande doit être introduite 3 mois au moins avant l'écoulement du délai visé au paragraphe précédent.
2. Le titulaire du permis d'environnement est tenu de notifier à Bruxelles Environnement (Inspectorat), à l'Administration de la commune où se situe le chantier et au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, la date du début des travaux

d'enlèvement et/ou d'encapsulation d'amiante et ceci, au moins 15 jours avant leur mise en œuvre.

Article 4. Conditions d'exploitation

L'exploitant est tenu de respecter les impositions de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 relatif aux conditions applicables aux chantiers d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante (M.B. du 18 juin 2008), appelé ci-après « arrêté amiante ».

Les conditions reprises ci-dessous en sont un rappel ou concernent des dérogations ou des conditions complémentaires à ces impositions.

A. Délais d'application des conditions d'exploitation et documents à transmettre

A.1. DELAI D'APPLICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les conditions d'exploitation fixées dans cet article et à l'article 5 sont d'application dès la mise en œuvre des installations.

A.2. DOCUMENTS A TRANSMETTRE

Le titulaire du permis ou, à défaut, l'exploitant, transmettra les documents suivants aux destinataires, dans les délais indiqués ci-dessous :

Délai	Informations et documents à transmettre	Destinataires*
Minimum 15 jours avant le début des travaux d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante	Notification de début de chantier (cf. annexe 2 de l'« arrêté amiante »)	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier - Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU)
Minimum 15 jours avant le début des travaux d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante	- Avis placé sur/dans l'immeuble (information aux occupants) (cf. B.2.2.2.) - Fiche descriptive à fournir aux occupants (cf. B.2.2.2.)	- Occupants de l'immeuble concerné par les travaux - Bruxelles Environnement (Inspection)
Dans les plus brefs délais	Rapport de réalisation de chaque test de fumée Preuve de la plastification	- Bruxelles Environnement (Inspection)

Au plus tard le jour ouvrable après l'obtention des résultats	Dépassement des valeurs critiques, filtres illisibles	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier
Dès la découverte	Incident et accident engendrant un risque pour la santé ou la sécurité de la population	- Bruxelles Environnement (Inspection) - Administration de la commune où se situe le chantier
Endéans les 3 mois qui suivent la fin des travaux	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation de prise en charge des déchets d'amiante - Récapitulatif des déchets d'amiante (cf. annexe 5 de l'« arrêté amiante ») - Copie des rapports d'inspection visuelle (cf. annexe 6 de l'« arrêté amiante ») - Liste des postes de travail incomplètement ou non exécutés - Récapitulatif des mesures de contrôle de la qualité de l'air - Récapitulatif des mesures de la concentration en matières totales en suspension dans l'eau 	- Bruxelles Environnement (Inspection)
Avant toute modification du plan de travail	Le plan de travail modifié (qui ne peut être mis en œuvre qu'après autorisation écrite de Bruxelles Environnement)	- Bruxelles Environnement (Autorisation)
En cas d'enlèvement ou d'encapsulation d'amiante qui n'est pas autorisé par le présent permis	Demande d'extension ou de nouveau permis d'environnement (Attention : Les travaux ne peuvent débuter qu'après la décision officielle de Bruxelles Environnement)	- Bruxelles Environnement (Autorisation)
Dès la fin des travaux	Date effective de la fin des travaux	- Bruxelles Environnement (Inspection)

* Une liste des adresses est disponible en annexe 1.

B. Conditions techniques particulières

B.1. TRAVAUX D'ENLEVEMENT ET D'ENCAPSULATION D'AMIANTE

1. Tableau récapitulatif des matériaux contenant de l'amiante concernés par le chantier

Les matériaux contenant de l'amiante sont enlevés et encapsulés suivant les méthodes reprises ci-dessous.

Poste	N° fiche inventaire	Niveau	Localisation	Type d'amiante	Quantité estimée	Méthode d'enlèvement
1	1	-1	Sous-station	calorifuge	+/- 400 m	zone hermétiquement

			et couloir			fermée (enlèvement)
2			couloir		42 m ct	zone balisée (encoffrement)

2. Type d'entreprise pouvant réaliser les travaux

Les travaux d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante, visés par le présent permis, ne peuvent être effectués que par des entreprises agréées par le SPF Emploi, Travail et Concertation sociale.

3. Méthode(s)

Général :

Les locaux concernés par le désamiantage doivent être vidés avant le début des travaux.

Les équipements non déplaçables sont à protéger de la contamination à l'aide d'un revêtement étanche.

Zone fermée hermétiquement :

Les dispositions relatives à la mise en œuvre, aux contrôles et à la clôture des travaux réalisés en zone hermétiquement fermée sont conformes aux prescriptions définies aux articles 5, 26, 27, 28, 32 et 39 de l' « **arrêté amiante** », sauf dérogation(s) éventuelle(s) reprise(s) en 1/, et respectent les conditions particulières reprises en 2/, ainsi que les conditions relatives aux mesures d'air reprises en 3/.

1/ Dérogation

En dérogation à l'article 5, al.5, de l' « arrêté amiante », la zone fermée hermétiquement liée au poste 1 est dépourvue de fenêtres de visualisation et ce, en raison de la configuration des lieux car il est techniquement impossible d'avoir une vue d'ensemble sur l'intérieur de la zone.

2/ Conditions particulières

Les calorifuges à enlever (poste1) sont enlevés au sein d'une zone fermée hermétiquement.

La zone fermée hermétiquement est cloisonnée avec un revêtement étanche tel qu'imposé dans l'article 5, al. 2 de l'arrêté amiante. Une attention particulière est portée sur les points suivants :

1. Où c'est nécessaire, les parois sont construites avec du revêtement plastique bicouche.
2. Toutes les ouvertures sont colmatées, en particulier les ouvertures dans les murs, le sol et le plafond (bouches de ventilation, soupiraux, sterfputs, ...) qui mènent à des lieux ne faisant pas partie de la zone.
3. Les chemins de câbles, les installations techniques (boilers, vannes, pompes, tableaux électriques) et les conduites à encoffrer (concernées par le poste 2) sont entièrement recouverts avec un revêtement étanche et suffisamment résistant afin d'éviter la contamination par des fibres d'amiante.

Pour chaque zone fermée hermétiquement, juste avant la réalisation du test de fumée, des photos prouvant la mise en place de la plastification imposée sont prises. Plus particulièrement, ces photos montrent notamment la plastification intérieure et les points d'attention décrits ci-dessus.

Les photos sont ajoutées au registre de chantier (format papier ou digital) et sont envoyées à Bruxelles Environnement (Inspection) en même temps que le rapport de réalisation du test de fumée. Elles sont également fournies sur simple demande.

Les installations techniques liées à la zone fermée hermétiquement sont localisées de manière conforme aux plans ci-joints.

La gaine d'extraction est prolongée et elle est placée à plus de 2 mètres de hauteur, de façon à ce que le débouché de l'extracteur soit inaccessible pour des personnes étrangères au chantier.

Le dispositif d'extraction situé à l'extérieur du bâtiment est équipé d'une protection d'une hauteur minimale de 2 mètres (type barrière HERAS, coffrage en bois,...) afin que celui-ci ne puisse pas être endommagé par des tiers.

Toutes les mesures sont prises (extracteur en recirculation, entrée d'air munie d'un flap avec filtre, etc.) afin d'assurer un flux d'air en tous points de la zone fermée hermétiquement.

3/ Mesures de la qualité de l'air

Pour la zone fermée hermétiquement, durant la réalisation des travaux, des mesures de la concentration en fibres dans l'air sont réalisées conformément aux conditions suivantes :

Méthode	<i>Optique</i>
Durée d'échantillonnage	<i>4 heures</i>
Fréquence	<i>1x toutes les 8h de travail</i>
Lieux de prélèvement	<ul style="list-style-type: none">- à la sortie de <u>chaque</u> extracteur en fonctionnement,- dans le compartiment vert du sas personnel,- dans l'<u>ambiance</u> autour du sas personnel,- dans l'<u>ambiance</u> autour du sas matériel.

Zone balisée

Les dispositions relatives à la mise en œuvre, aux contrôles et à la clôture des travaux réalisés en zone balisée sont conformes aux prescriptions définies aux articles 8, 31 et 32 de l' « **arrêté amiante** » et respectent les conditions particulières et prescriptions reprises 1/, ainsi que les éventuelles conditions relatives aux mesures d'air reprises en 2/.

1/ Conditions particulières

Les calorifuges situés le long du mur du couloir d'exercice (**poste 2**) sont encapsulés en zone balisée.

Les extrémités des calorifuges découpés sont colmatées avec un matériau adapté (plâtre, mastic ou autre) avant la pose du coffrage.

Toutes les précautions sont prises afin d'éviter la propagation de fibres d'amiante dans l'air. Notamment, les matériaux amiantés sont traités au moyen d'un agent fixateur (eau par exemple) préalablement à leur manipulation.

Un fixateur est appliqué sur toute cassure éventuelle. De plus, si les matériaux se cassent lors du démontage, les débris sont immédiatement fixés, les poussières sont aspirées au moyen d'un aspirateur à filtre absolu, et les déchets sont conditionnés en sacs plastiques double emballage.

Suite aux travaux en zone balisée une vérification est opérée au niveau de la/des zone(s) de travaux afin de s'assurer de l'absence de débris pouvant contenir de l'amiante. Les éventuels débris sont traités au moyen d'un agent fixateur avant d'être évacués comme déchets amiantés.

De plus, suite aux travaux en zone balisée liés au poste 2, la zone de travaux est nettoyée au moyen d'un aspirateur à filtre absolu et/ou de chiffons humides

2/ Mesures de la qualité de l'air

Néant.

4. Contrôle

Les agents chargés de l'inspection pourront imposer, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, toutes les mesures qu'ils jugeront utiles. Ils peuvent entre autre réévaluer la méthode de mesure de qualité de l'air, la durée et la fréquence de l'échantillonnage ainsi que les lieux de prélèvements et ce, notamment en cas de dépassement des valeurs limites.

B.2. CONDITIONS RELATIVES A L'ORGANISATION DU CHANTIER

L'exploitant est tenu de respecter les impositions du Règlement Régional d'Urbanisme (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/11/06) et notamment le chapitre III relatif aux chantiers.

L'attention de l'exploitant est particulièrement attirée sur le chapitre IV de l' « arrêté amiante » : dispositions générales.

1. Notification préalable au chantier

Le début de tout travail d'enlèvement ou d'encapsulation d'amiante et de toute phase subséquente, fait l'objet d'une notification préalable conformément à l'annexe 2 de l' « arrêté amiante », au plus tard 15 jours à l'avance, par le titulaire du permis d'environnement ou, à défaut, par l'exploitant :

- à Bruxelles Environnement (Inspection) ;
- à l'Administration communale du lieu où se situe le chantier ;
- au Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale (SIAMU).

2. Réunion préalable au chantier et information aux occupants

2.1. Il n'y a pas lieu d'organiser une réunion préalable au chantier.

2.2. Un avis, en format A3, est affiché au minimum 15 jours avant le début des travaux. Cet avis est placé sur/dans l'immeuble, en un endroit visible par les occupants (personnel du SIAMU) concernés et cela pour toute la durée des travaux.

Cet avis contient, au minimum :

- La nature des travaux ;
- La durée planifiée des travaux ;
- Le temps durant lequel les zones de travail (sous-sol) sont inaccessibles pour les occupants de l'immeuble ;
- Le temps durant lequel les installations techniques (sous-station de chauffage) sont mises hors service ;
- Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de la personne responsable du site.

La personne responsable du site doit s'assurer d'être disponible pendant les heures de travaux sur le site, en particulier si les travaux ont exceptionnellement lieu pendant la nuit, le dimanche ou un jour férié.

Une fiche contenant les mêmes informations est fournie aux personnes concernées (personnel de la caserne), ceci au moins 15 jours avant le début des travaux.

3. Horaires de fonctionnement et dérogations

3.1. Le fonctionnement du chantier, y compris les livraisons, est uniquement autorisé du lundi au vendredi, entre 7 heures et 19 heures. Le fonctionnement est interdit les samedis, dimanches et jours fériés.

3.2. Par dérogation, les travaux ne pouvant être interrompus, les travaux ne générant pas de nuisances sonores pourront être effectués entre 19 et 7h, ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés après autorisation écrite de Bruxelles Environnement (Autorisation). Cette dérogation est une modification du permis comme décrit à l'article 5 point 4.3/ de la présente décision.

La dérogation ne sera éventuellement délivrée par Bruxelles Environnement que sur demande écrite et motivée à adresser à Bruxelles Environnement (Autorisation) au moins 10 jours avant les travaux.

4. Responsabilité

Un responsable et un suppléant sont désignés par le titulaire du présent permis. Ce responsable sera directement chargé de l'application des conditions du présent permis. Il sera l'interlocuteur privilégié entendu par les agents chargés de l'inspection. Les noms et coordonnées complets des personnes désignées sont fournis et spécifiés dans la notification de début de chantier.

5. Registre de chantier

Le titulaire du présent permis doit établir et tenir à jour un registre de chantier, comme décrit dans l'article 14 de l' « arrêté amiante ».

6. Sécurité

L'accès à la zone de travaux (sous-sol et zone balisée dans le garage) est interdit à toute personne étrangère au chantier de désamiantage.

Les installations techniques liées au chantier de désamiantage (sas, zone de stockage des déchets, extracteur) sont munies d'un système de protection (barrières, HERAS,...) afin d'éviter tout risque d'endommagement par les véhicules circulant dans la cour ou le garage.

Pendant les travaux dans la chaufferie, l'installation de chauffage doit être mise hors service.

B.3. CONDITIONS RELATIVES AUX DECHETS

<p>L'attention de l'exploitant est particulièrement attirée sur le chapitre VII de l' « arrêté amiante » : déchets.</p>
--

1. Gestion des déchets

Le compactage, le broyage de déchets ou toute autre opération susceptible de libérer des fibres d'amiante est interdit.

Toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter la libération des fibres d'amiante dans l'environnement, pendant la manutention et le transport des déchets d'amiante vers le local de stockage ou le conteneur.

2. Lieu de stockage

En vue de leur transport hors du chantier, les déchets d'amiante conditionnés sont déposés dans des **conteneurs de type maritime fermés à clé, situé dans la cour de la caserne.**

3. Stockage en zone

Le stockage provisoire des déchets dans la zone de travail doit être réduit au strict minimum.

4. Conteneur

Aucun conteneur n'est placé en voirie.

5. Transport vers le centre d'élimination

Les déchets d'amiante sont repris par un collecteur de déchets dangereux agréé en région de Bruxelles-Capitale, qui assume la responsabilité de leur élimination correcte.

6. Dérogations relatives aux déchets

Néant

B.4. CONDITIONS RELATIVES AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS

1. Remarque

Par exploitation, il faut comprendre en plus de la mise en place, la mise en service, le maintien en service, l'utilisation ou l'entretien d'une ou des installations classées ou d'un équipement qui en fait partie, toutes les activités associées et conséquentes à celles-ci, par exemple :

- manutention d'objets, des marchandises, ... ;
- chargement-déchargement, à l'intérieur de la parcelle ou en voirie, par des clients, livreurs,...
- parcs de stationnement,
- installations (ventilation, climatisation,...) placées à l'extérieur ou en toiture.
- ...

2. Seuils de niveaux sonores

2.1. Définitions

2.1.1. Le niveau de bruit spécifique global (Lsp) est le niveau de pression acoustique équivalent propre aux installations faisant l'objet du permis.

2.1.2. Le seuil de pointe (S_{pte}) est le niveau de pression acoustique au-delà duquel le bruit produit par l'exploitation est comptabilisé comme "événement".

2.1.3. Le nombre d'évènements (N) est le nombre de fois où le niveau de pression acoustique équivalent a dépassé S_{pte} .

2.1.4. Les périodes sont définies comme suit :

Périodes	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Jours fériés
7h à 19h	A	A	A	A	A	B	C	C
19h à 22h	B	B	B	B	B	C	C	C
22h à 7h	C	C	C	C	C	C	C	C

2.2. Limites relatives aux installations attachées au chantier d'enlèvement et d'encapsulation d'amiante

	Période A	Période B	Période C
Lsp	48	42	36/42

N	30	20	10/20
Spte	78	72	66/72

* lors du fonctionnement des extracteurs.

3. Méthode de mesure

Les mesures des sources sonores sont effectuées avec le matériel, suivant la méthode et dans les conditions définies par l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 Novembre 2002 fixant la méthode de contrôle et les conditions de mesure de bruit.

4. Vibrations

Les mesures nécessaires sont prises pour que les vibrations inhérentes à l'exploitation de l'établissement ne nuisent pas à la stabilité des constructions et ne soient pas une source d'inconfort pour le voisinage. Les niveaux de vibrations dans les immeubles occupés dans le voisinage seront conformes au niveau fixé par la norme ISO 2631-2.

Chaque machine fixée à une structure du bâtiment devra être équipée d'un dispositif efficace d'atténuation des vibrations.

5. Extracteurs d'air

Les moteurs électriques et les parties mobiles sont établis de façon à ce que leur utilisation soit silencieuse ; ils sont éventuellement isolés acoustiquement.

Toutes les dispositions sont prises en vue d'éviter que les vibrations ne puissent se communiquer aux murs et planchers de l'immeuble ou aux constructions voisines, et notamment, on isolera le moteur, les supports, les paliers de transmission, etc..., de tout contact avec les murs mitoyens.

Article 5. Obligations administratives

1. **Les installations doivent être conformes au plan de travail du 14/10/2020 figurant dans le dossier de demande de permis d'environnement, y compris les compléments transmis par le demandeur ou l'exploitant en cours de procédure de délivrance.**
2. **Les installations doivent être conformes aux plans annexés et cachetés par Bruxelles Environnement en date du 5/11/2020 :**
 - Plan page 16 du plan de travail : rez-de-chaussée
 - Plan page 17 du plan de travail : sans titre
 - Plan page 18 du plan de travail : niveau -1
3. Les frais générés par les travaux nécessaires à l'aménagement des installations en vue de leur surveillance et en vue du contrôle des conditions d'exploiter sont à charge de l'exploitant. L'autorité peut exiger, aux frais de l'exploitant, les prélèvements et analyses nécessaires au contrôle du respect des conditions d'exploiter.
4. L'exploitant est, sans préjudice des obligations qui lui sont imposées par d'autres dispositions, en outre tenu :
 - 1/ de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances ou inconvénients des installations ;
 - 2/ de signaler immédiatement à Bruxelles Environnement (Inspectorat) et à la commune du lieu d'exploitation, tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice à l'environnement ou à la santé et à la sécurité des personnes ;

3/ de signaler immédiatement à Bruxelles Environnement (Autorisation) les changements d'une des données ou des conditions figurant dans le dossier de demande ou dans le permis d'environnement intervenus depuis la délivrance de ce permis.

Conformément à l'article 7bis §1 de l'Ordonnance relative aux permis d'environnement, toute modification apportée au plan de travail ou tout enlèvement ou encapsulation d'amiante non autorisé par le présent permis doit faire l'objet d'une notification à Bruxelles Environnement (Autorisation) en sollicitant l'accord pour sa mise en œuvre. Les travaux ne peuvent débuter qu'après la décision officielle de Bruxelles Environnement ;

4/ de déclarer immédiatement à Bruxelles Environnement (Autorisation) tout changement de titulaire du permis, ainsi que toute cessation d'activité.

5. L'exploitant reste responsable envers les tiers des pertes, dommages ou dégâts que les installations pourraient occasionner.
6. Toute personne qui est ou a été titulaire d'un permis d'environnement est, en outre, tenue de remettre les lieux d'une installation, dont l'exploitation arrive à terme ou n'est plus autorisée, dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger, nuisance ou inconvénient.

Article 6. Antécédents et documents liés à la procédure

- Les installations ne sont pas en service, il s'agit d'un nouveau projet.
- Réception du dossier de demande de permis en date du 16/10/2020
- Déclaration de dossier incomplet en date du 19/10/2020
- Visite réalisée par un agent de Bruxelles Environnement le 03/11/2020
- Documents complémentaires fournis par le demandeur en date du 05/11/2020
- Déclaration de dossier complet en date du 07/12/2020

Article 7. Justification de la décision (motivations)

1. Il s'agit d'une installation temporaire car la durée du chantier est estimée à 10 jours, c'est-à-dire moins de 1 an.
2. Des conditions relatives au bruit et aux vibrations sont incluses dans cet avis.

Les chantiers sont exclus du champ d'application de l'Arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002, concernant la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les Installations classées, de par leurs caractéristiques acoustiques particulières.

Il est tout de même indispensable de protéger les riverains du chantier en imposant des conditions d'exploiter en matière d'émission de bruit.

Les chantiers d'enlèvement d'amiante peuvent fonctionner sans installations particulièrement bruyantes et ne présentant pas les mêmes caractéristiques acoustiques que les « chantiers » exclus de l'arrêté susmentionné.

Dès lors, il convient d'appliquer les normes de l'Arrêté du 21 novembre 2002. Les normes de bruit qui sont d'application sont celles qui sont déterminées pour les zones d'équipement collectif et de services publics au plan régional d'affectation du sol (PRAS).

3. Les conditions de stockage des matériaux contaminés permettent d'éviter toute dissémination d'amiante dans l'environnement.
4. Les méthodologies utilisées (zone balisée et zone fermée hermétiquement) et le respect strict

des conditions du présent permis sont suffisants pour ramener le risque d'émission de fibres d'amiante dans l'environnement à un niveau acceptable (\leq à 0,010 fibre/cm³).

5. **Les éventuelles dérogations à l' « arrêté amiante » et les conditions particulières décrites dans le présent permis sont justifiées au point B.1.3, B.2.3 et B.3.**
6. Le respect des conditions reprises ci-dessus tend à assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par leur exploitation, les installations en cause sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité de la population.

Article 8. Ordonnances, lois, arrêtés fondant la décision

- Ordonnance du 5 juin 1997 relative au permis d'environnement et ses arrêtés d'exécution.
- Ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain et ses arrêtés d'exécution.
- Ordonnance du 25 mars 1999 relative à la recherche, la constatation, la poursuite et la répression des infractions en matière d'environnement.
- Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets et ses arrêtés d'exécution.
- Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe 1B, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 avril 2008 relatif aux conditions applicables aux chantiers d'enlèvement d'amiante et d'encapsulation d'amiante.
- Loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et ses arrêtés d'exécution.
- Arrêté royal du 3 août 1976 portant sur le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, modifié par les arrêtés royaux du 12 juillet 1985 et du 4 novembre 1987.
- Règlement Général pour la Protection de Travail approuvé par les arrêtés du Régent les 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 184, modifié par l'arrêté royal du 10 mars 1981.
- Arrêté royal du 2 septembre 1981 modifiant le Règlement Général sur les Installations Electriques et le rendant obligatoire dans les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ainsi que ceux visés à l'article 28 du RGPT.
- Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 janvier 1997 relatif au registre de déchets.
- Prescriptions minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers temporaires ou mobiles, reprises à l'annexe IV de la directive 92/57/CEE du 24 juin 1992.
- Arrêté royal du 29 décembre 1988 concernant la prévention et la réduction de la pollution de l'air par l'amiante.
- Règlement de la (CE) n°1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.
- Arrêté royal du 23 octobre 2001 limitant la mise sur le marché, la fabrication et l'emploi de certaines substances dangereuses (amiante).
- Règlement Régional d'Urbanisme (arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21/11/06) et notamment le chapitre III relatif aux chantiers.

Frédéric FONTAINE
Directeur Général

Barbara DEWULF
Directrice générale adjointe

Annexe 1 : Liste des adresses des destinataires (voir article 4. §A.2)

- **Bruxelles Environnement - Inspection**

Site de Tour & Taxis
Avenue du Port 86c-bte 3000
1000 Bruxelles
Fax : 02 / 775.75.05
amiante.inspection@environnement.irisnet.be

- **Service d'incendie et d'Aide Médicale Urgente (SIAMU)**

Avenue de l'Héliport 11
1000 Bruxelles
Fax : 02 208 84 40; Tél.: 02 208 85 43

- **Administration de la commune où se situe le chantier:**

Anderlecht

Rue Van Lint, 6
1070 Anderlecht
Fax: 02/523 81.71

Auderghem

Rue E. Idiers, 12-14
1160 Auderghem
Fax: 02/676.48.50

Berchem-Sainte-Agathe

Avenue du Roi Albert, 33
1082 Berchem-Sainte-Agathe
02/464.04.40

Bruxelles

Boulevard Anspach, 6
1000 Bruxelles
Fax: 02/279.29.25

Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 115-117
1040 Etterbeek
Fax: 02/627.26.70

Evere

Square Servaas Hoedemaekers, 10
1140 Evere
Fax: 02/245.50.80

Forest

Chaussée de Bruxelles, 112
1190 Forest
Fax: 02/348.17.29

Ganshoren

Avenue Charles Quint, 140
1083 Ganshoren
Fax: 02/465.16.59

Ixelles

Chaussée d'Ixelles, 168a
1050 Ixelles
Fax: 02/517.67.66

Jette

Chaussée de Wemmel, 100
1090 Jette
Fax: 02/423.13.97

Koekelberg

Place Henri Vanhuffel, 6
1081 Koekelberg
Fax: 02/414.10.71

Molenbeek-Saint-Jean

Rue Comte de Flandre, 20
1080 Molenbeek-Saint-Jean
Fax: 02/412.36.83

Saint-Gilles

Place Maurice Van Meenen, 39
1060 Saint-Gilles
Fax: 02/536.02.02

Saint-Josse-Ten-Noode

Avenue de l'Astronomie, 13
1210 Saint-Josse-Ten-Noode
Fax: 02/218.83.36

Schaerbeek

Place Colignon
1030 Schaerbeek
Fax: 02/244.71.48

Uccle

Place Jean Vander Elst, 29
1180 Uccle
Fax: 02/348.68.92

Watermael-Boitsfort

Place Antoine Gilson, 1
1170 Watermael-Boitsfort
Fax: 02/671.74.25

Woluwe-Saint-Lambert

Avenue Paul Hymans, 2
1200 Woluwe-Saint-Lambert
Fax: 02/772.25.67

Woluwe-Saint-Pierre

Avenue Charles Thielemans, 93
1150 Woluwe-Saint-Pierre
Fax: 02/773.18.19

Annexe 2 : Modèle de notification de début de chantier

Localisation du chantier	Adresse
Propriétaire du bâtiment	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Donneur d'ordre de réaliser les travaux	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Responsable du chantier et son suppléant Enleveur d'amiante	Coordonnées des personnes - Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Laboratoire agréé pour les mesures de la concentration en fibres asbestiformes dans l'air	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Laboratoire agréé pour les mesures de la concentration en matières totales en suspension dans l'eau	- Raison sociale - Coordonnées de la personne de contact
Collecteur agréé en Région de Bruxelles-Capitale Lieu et mode de traitement Autorité délivrante	- Raison sociale Coordonnées
- () Bruxelles Environnement	Références du permis d'environnement de classe I.B ou de la déclaration de classe I.C / Nom de l'agent traitant
- () Néant	Motif de l'exemption

Descriptif :

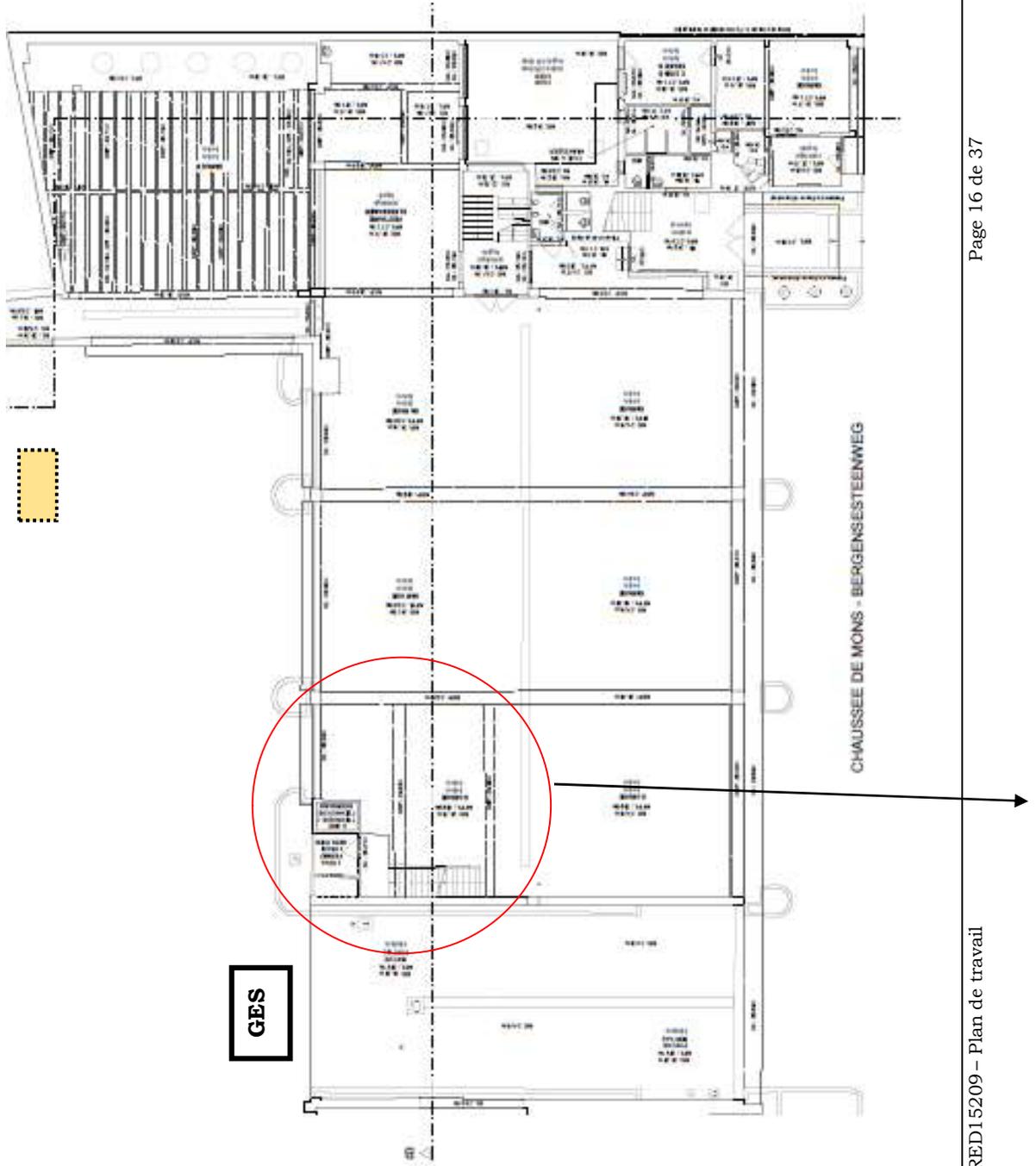
- Référence du plan de travail et/ou du poste fixé par le permis d'environnement de classe I.B ou la déclaration de classe I.C
- Localisation de l'enlèvement ou de l'encapsulation d'amiante au sein du bâtiment
- Procédé d'enlèvement ou d'encapsulation : zone fermée hermétiquement, zone semi-hermétique, sac à manchons et/ou zone balisée
- Mesures spéciales prises lors de l'enlèvement ou de l'encapsulation d'amiante dans les crèches et écoles
- Quantité - Type d'amiante
- Durée de chantier - Date début - Date fin (planning éventuel)
- Date de la réunion de pré-chantier (si imposée dans le permis d'environnement de classe I.B ou les conditions particulières d'exploitation prescrites dans le cadre d'une déclaration de classe I.C)

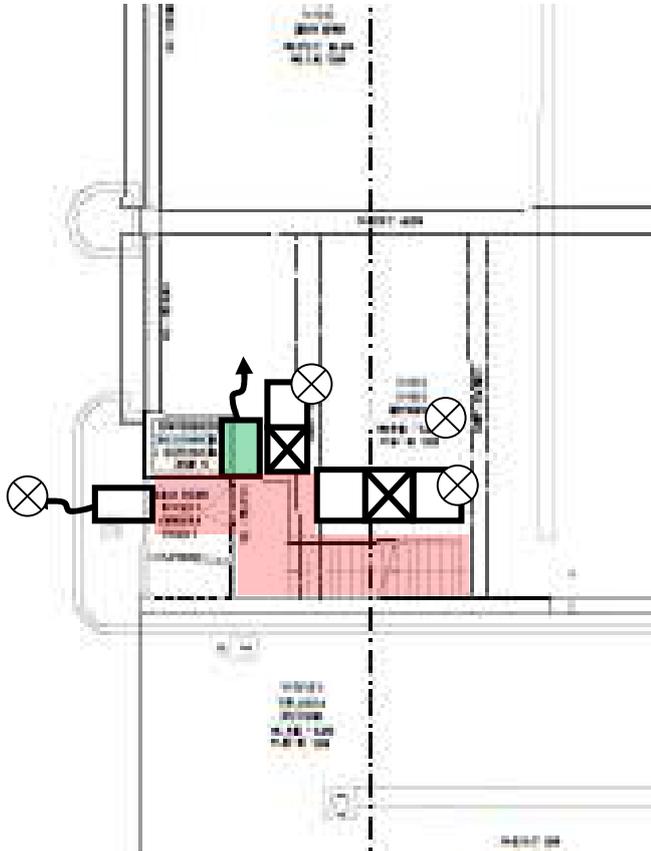
L. PLAN D'EXECUTION

Rez-de-chaussée



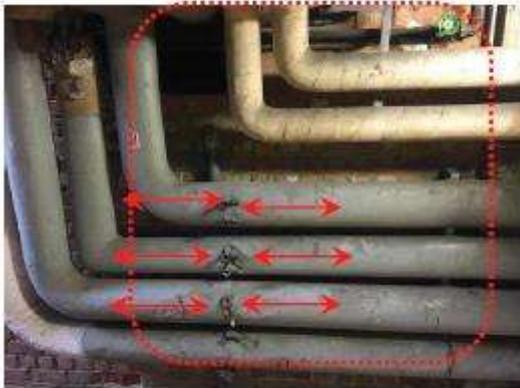
05/11/2020



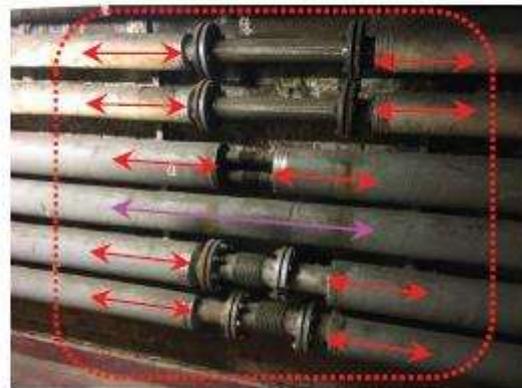


05/11/2020

ANNEXE D suite : Informations photographique sur vannes-robinets purge, etc..



Ensemble vannes-robinets purgeurs sur calorifuges



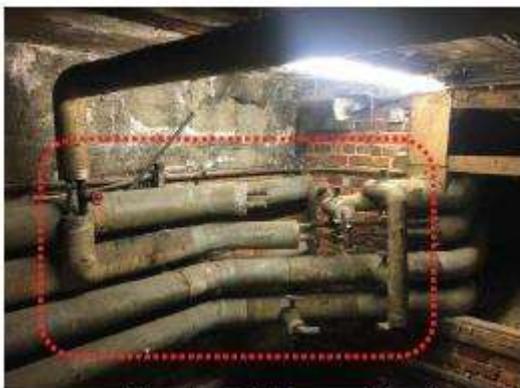
Ensemble Dilatoflex sur calorifuges (calorifuge à éliminer sur 50 cm) / NB : calorifuge sur 3^{ème} conduite (en partant du bas) à éliminer sur +/-1,30 m



Ensemble vannes sur calorifuges



Présence de vannes sur calorifuges



Groupe ensemble vannes (calorifuges vertical et horizontal à éliminer)

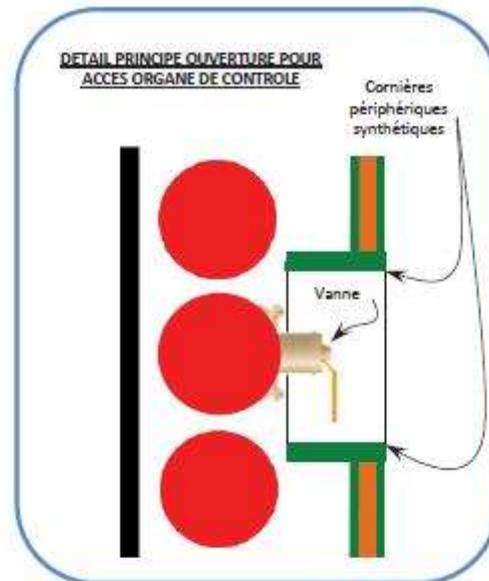


Retour coudes calorifuge à éliminer sur +/- 60 cm

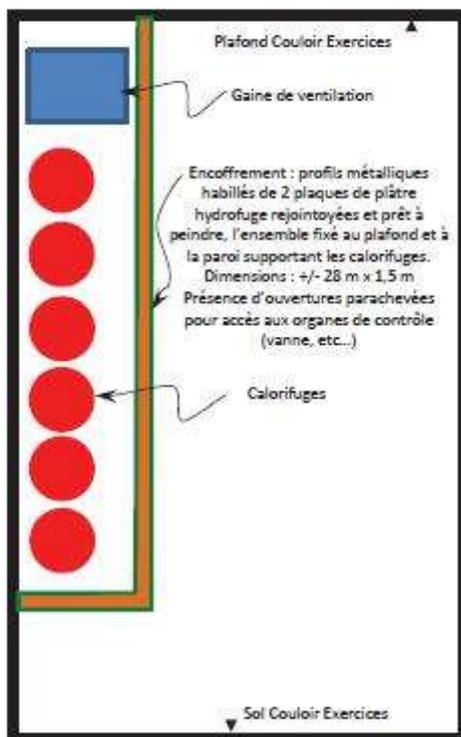
RAPPEL : lors de l'enlèvement de calorifuge à gauche et à droite d'un organe de contrôle sur 50 cm de longueur, l'entreprise effectuera une découpe soignée du calorifuge, et réalisera une réparation (application de bandes de plâtre + encapsulation) sur l'extrémité des calorifuges découpés, ce travail est inclus dans le poste désamiantage en ZHF



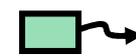
Débris au sol à éliminer à l'entrée du Tunnel technique (sur +/- 1 m²)



DETAIL DE PRINCIPE ENCOFFREMENT



M. LEGENDE

	= Entrées d'air supplémentaires (*)		= Sas personnel + vestiaire
	= Zone confinée		= Sas matériel
	= Zone de stockage temporaire de déchets		= Extracteur d'air avec gaine de rejet à plus de 2 mètres de hauteur
	= Plastification		= Extracteur de secours
	= MCA à traiter		= Extracteur d'air avec double filtration
	= Barrières HERAS métalliques avec plastification opaque		= Recycleur
	= Fenêtre de vision		= Groupe Electrogène de Secours
	= Sortie de secours		= Groupe Electrogène
			= Mesure Air

() Sujet à modification suivant les résultats du test fumigène*